

PRÉFACE

De l'expédition Bonaparte en 1798 à l'intervention de Suez en 1956, la France a considéré le Moyen-Orient au travers du prisme de sa politique coloniale et impériale marquée par la mémoire collective des croisades. Mais au contraire de l'Angleterre, la France n'a pas développé, au cours de cette période, un « rêve arabe ». Du Mexique à l'Afrique et de l'Algérie à la ligne bleue des Vosges, ses préoccupations étaient ailleurs.

C'est presque à son insu que sa présence épisodique dans la zone s'est révélée déterminante. L'expédition Bonaparte a réveillé un Proche-Orient anesthésié par cinq siècles de domination turque ottomane. Dès 1800 les Chrétiens libanais lancent le mouvement de la renaissance culturelle et nationaliste arabe dont le Baas et le Mouvement des Nationalistes Arabes, inspirateur des organisations terroristes palestiniennes, sont les derniers drageons. Contestant l'autorité du Sultan-Khalife d'Istanbul, leurs compatriotes musulmans initient une démarche de réflexion et de réformisme islamique qui, après bien des détours, se radicalisera dans le mouvement des Frères Musulmans. Enfin, en coupant momentanément la Péninsule arabe de l'autorité d'Istanbul, l'expédition Bonaparte a suscité la première tentative de prise de contrôle des Lieux Saints de l'Islam à la pointe du sabre par la tribu des Saoud wahhabites qui se sont alors illustrés par leur militantisme meurtrier et celui de leurs auxiliaires fanatisés qui dévastèrent alors la Mésopotamie (déjà...). Réveillés par Bonaparte et le Colonel de Sèze, suppliés par le pouvoir ottoman de mater la sédition wahhabite, confortés par de Lesseps, les Pachas albanais du Caire découvrent les voies d'un nationalisme égyptien qui, après avoir d'abord rompu avec la Porte, s'alliera aux Turcs et aux puissances centrales contre l'Angleterre. Cette démarche fera que nationalisme arabe et nationalisme égyptien ne se confondront jamais vraiment.

Peu consciente des remous qu'elle a créés, la France, fidèle à sa mémoire collective, joue le jeu des minorités, chrétiennes bien sûr, mais aussi musulmanes dissidentes. Quand viendra en 1920 le partage des dépouilles de l'Empire Ottoman, la France taillera dans la zone qui lui est dévolue par mandat des États confessionnels chrétien, druze, alaouite qui légitimeront par la suite Israël et dont les frontières aujourd'hui effacées constituent l'essentiel de la problématique régionale. En 1945, la France affaiblie doit abandonner aux influences russe et anglo-saxonne une région que la métropole continue d'ignorer et qu'elle a beaucoup plus marquée qu'elle ne le croit. Pendant dix ans, la Quatrième République érigea en dogme l'alignement inconditionnel sur Israël « notre ami, notre allié » et la guerre d'Algérie consommera la rupture définitive avec « l'Orient compliqué ».

À ce sujet, la célèbre phrase du Général De Gaulle que ses thuriféraires présentent comme visionnaire est largement surfaitée parce que tronquée et sortie de son contexte. De fait elle disait : « J'abordais l'Orient compliqué avec des idées simples : les Alliés y allaient, il fallait en être ». On voit là que la préoccupation n'était guère de comprendre la complexité locale mais plutôt de ne pas s'y faire marginaliser par les Anglo-Saxons et les Russes. Il n'empêche qu'en 1962, ayant réglé le lourd contentieux algérien, le Général, qui avait servi au Levant, reprend le dossier qu'il entend aborder avec « des idées simples ».

La première de ces idées est qu'il convient d'exploiter le capital de sympathie et de rayonnement accumulé par la France au Moyen Orient pendant un siècle et demi, que Paris ignore toujours mais que le Général a éprouvé sur le terrain et qu'il entend mettre au service de sa politique d'indépendance nationale. Pour cela, il faut se démarquer d'Israël trop lié aux États-Unis et renouer les fils de sympathies anciennes pour proposer aux peuples et dirigeants

de la région une troisième voie d'alliance moins contraignante que celles imposées par les deux grandes super puissances, une connivence plus riche de respect et de bénéfices mutuels.

Dans les faits, la « mécanique institutionnelle » française aura du mal à suivre ce schéma. Depuis 1958 la politique étrangère française s'est recentrée sur les impératifs de la construction européenne et des relations Est-Ouest en abandonnant peu à peu ses grandes visions régionales, notamment au Proche-Orient. À ces visions régionales se sont substituées des politiques bilatérales et sectorielles marquées par la volonté de relayer des solidarités révolues par des liens culturels et surtout économiques et commerciaux. Les chocs pétroliers successifs, la récession, ont accentué ce mouvement, mais cette transition a été plus subie que gérée.

Sans initiative réelle, les instances françaises réagissent dans cette zone à des impulsions de nature et d'intensité diverses où la mémoire collective, les enjeux de politique intérieure et l'affichage médiatique jouent un rôle non négligeable. Suivant les cas, les décisions sont prises par la Présidence, seule en mesure d'arbitrer entre des objectifs planétaires et les réactions immédiates de l'opinion publique intérieure, quelques fois par le Quai d'Orsay, le plus souvent par le Trésor ou les ministères techniques, voire par de grandes entreprises publiques ou privées. Plus récemment, l'importance et la médiatisation des enjeux économiques et de sécurité ont exercé sur nombre de décideurs les séductions de la grande politique mondiale. L'extrême personnalisation des rapports au Proche-Orient, où l'affectif tient une si grande place, n'a pas permis d'échapper à l'intervention des « émissaires » officiels ou privés, rarement désintéressés, et marginalisant le rôle des spécialistes institutionnels.

Cette dispersion n'exclut pourtant ni certaines formes de consensus, ni une continuité transcendant les mouvements et alternances de la politique intérieure. Des choix difficiles et importants ont été faits avec un accord minimal entre les acteurs (désengagement au Liban, coup d'arrêt à l'expansionnisme libyen ou irakien, respect des droits des Palestiniens, etc.). Mais à aucun moment une vision d'ensemble régionale n'a paru se dégager dans la continuité, ni s'intégrer à une politique extérieure plus générale. Cette incapacité est essentiellement due à une ignorance quasi totale par nos responsables politiques et économiques de l'histoire, des mœurs, des schémas culturels du monde arabe et islamique. Plutôt que d'encourager une relève des experts issus de la France d'Outre-Mer, des Affaires militaires Musulmanes ou des Affaires Indigènes, tous atteints par la limite d'âge dans les années 70, les décideurs français ont cru pouvoir gérer la situation en faisant leurs ce qu'ils croyaient avoir compris des « idées simples » du Général De Gaulle et en les rebaptisant pompeusement « politique arabe de la France ». Ce qui les a conduits à quelques erreurs retentissantes.

La première de ces erreurs est de penser le monde musulman en général et le monde arabe en particulier comme un monde homogène et solidaire. Et, partant de là, de croire qu'une solidarité affichée avec un pays arabe entraînera l'adhésion enthousiaste des autres. C'est en général le contraire qui se produit compte tenu des incessantes querelles de voisinage qui font que chacun perçoit les alliances extérieures du voisin comme une menace potentielle. Les exemples abondent et les rapports complexes de la France avec l'Algérie et le Maroc en sont une image caricaturale.

La seconde erreur est de croire que la « cause palestinienne » est le centre de gravité émotionnel et politique du monde arabe et que toute sollicitude à son égard vaudra l'admiration et le respect de tous. C'est là encore le contraire qui se produit le plus souvent, en coulisse bien sûr, tant la plupart des pays arabes ont eu à souffrir du « racket » politique et souvent financier des dirigeants des organisations palestiniennes. J'en veux pour preuve la réaction en privé d'un attaché militaire d'un pays de la Péninsule à Beyrouth confronté à l'évacuation organisée par la France des militants de l'OLP piégés dans la capitale libanaise en 1982 : « Pour une fois que les Juifs et les mécréants (il parlait du pouvoir alaouite syrien) allaient nous débarrasser de cette lèpre sans que nous ayons à nous salir les mains, il a fallu que vous veniez y mettre votre grand nez »....

La troisième erreur est de considérer qu'on ne peut tisser des liens avec le monde arabe qu'en affichant distance, rejet et condamnation à l'égard d'Israël. C'est là une perversion de la pensée gaullienne démentie au quotidien par les succès politiques et commerciaux

qu'enregistrent la plupart de nos partenaires occidentaux, États-Unis, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas dont les pays arabes s'accrochent fort bien de leurs liens privilégiés avec l'État hébreu.

Plus grave sans doute est l'ignorance profonde des responsables français envers les schémas culturels, les pratiques sociales et langagières de leurs interlocuteurs arabes. La langue arabe, dont la syntaxe est extrêmement rigoureuse, dont le vocabulaire permet la montée en puissance des scansion et des assonances se prête parfaitement bien aux harangues les plus enflammées où ce qui est dit à un instant « t » a plus d'importance, plus de vérité que ce qui existe réellement. Cette primauté du verbe sur la réalité est incompréhensible pour nos décideurs qui prennent au pied de la lettre des discours qui ne leur sont pas destinés et qui n'ont souvent pour but que de conjurer à usage interne les angoisses, les peurs et les frustrations ou à évacuer les tensions au sein de communautés pour lesquelles un beau discours vengeur vaut mieux que toutes les vengeances, une belle proclamation d'amitié consacrée par une accolade chaleureuse vaut tous les accords qui ne seront jamais conclus ni signés.

La liste est encore longue de toutes ces erreurs, incompréhensions et postures illisibles qui ont conduit les responsables français à se prendre les pieds dans tous les tapis, à multiplier les incohérences, à encenser toute honte bue certains satrapes tyranniques puis à exiger peu de temps après qu'on plante la tête de certains au bout d'une pique, peut être parce qu'ils n'avaient pas la ressource nécessaire pour promettre des contrats juteux, tandis qu'on en décorait d'autres encore moins vertueux sous les ors de la République. Mais comme confiait l'un de ceux-là : « Avec des amis comme vous, on n'a pas besoin d'ennemi. Vous me décorez aujourd'hui comme vous avez décoré Saddam Hussein, Bashar el-Assad, Kadhafi, Ben Ali, Mubarak. J'ai toutes les raisons d'être inquiet... ». C'était là en quelques mots l'illustration parfaite de ces « Trente Honteuses » que décrit minutieusement Roland Lombardi dans sa thèse et dont les fondements ne résident pas dans des calculs machiavéliques qui auraient au moins leur logique à défaut d'avoir une morale, mais bien dans l'arrogance et l'ignorance, quand ce n'est pas dans la bêtise.

Le monde arabe est souvent perçu par nos politiques et nos médias comme un monde frustré, un monde d'inégalités criantes, tyrannisé par des parvenus tragi-comiques, un monde de violence irrationnelle et incompréhensible, un monde que l'on préférerait oublier si le « scandale géologique » du Golfe Persique ne nous rendait stratégiquement, commercialement et énergétiquement dépendant de lui, si la structure de nos économies ne nous avait pas obligés à faire un appel massif à ses ressortissants les plus démunis, si ses soubresauts n'étaient au cœur des débats les plus passionnés de notre mémoire collective, si, enfin, il n'avait pas pris l'habitude d'interpeller la conscience planétaire en allant vider ses querelles hors de ses limites...

Agricoles et mercantiles, effectivement gouvernées par des oligarchies de parvenus que les pressions coloniales et néo-coloniales ont largement contribué à mettre en place, les sociétés du Proche-Orient et du Maghreb demeurent essentiellement patriarcales, conservatrices et homogènes. Les processus décisionnels y suivent des cheminements complexes respectant les structures familiales, clientélistes et féodales du Pouvoir. Contrairement à une opinion répandue, ces sociétés ne sont ni impérialistes ni agressives si on met à part les minorités salafistes (Wahhabites, Frères Musulmans, revanchards déobandis pakistanais). À part un penchant pour l'apparat clinquant, elles manifestent à l'égard des solutions militaires la répugnance traditionnelle du cultivateur et du commerçant. Le ton de leurs rodomontades est d'ailleurs directement proportionnel à leur incapacité dans ce domaine.

Très fortement structurées sur le plan social et communautaire, elles sont en revanche extrêmement attentives à tout apport exogène qui risquerait de perturber les règles et équilibres établis. Les problèmes du Monde arabe et leurs retentissements intérieurs et extérieurs s'analysent, à de rares exceptions près, en problèmes de « limes », de frontières, de coexistence avec le reste du monde. Dans toutes les formes d'opposition du monde arabe au reste de la planète, la revendication identitaire est extrêmement forte, voire primordiale, mais s'exprime de façon différente suivant la nature de l'adversaire. Face à un adversaire musulman, l'affirmation

identitaire est d'abord nationaliste. Dans sa confrontation avec l'Iran, Saddam Hussein brandissait l'étendard du Baas, arabe, nationaliste et socialiste. Face à un adversaire non musulman, la revendication identitaire est toujours religieuse et de plus en plus violente, jusqu'à ce qu'il est convenu d'appeler « l'intégrisme » le plus dur. Confronté aux puissances occidentales lors de la première guerre du Golfe, le dictateur irakien fait inscrire en lettres de sang « *Allahou Akbar* » sur le drapeau national.

Au sein du monde arabe, il n'est pas très fréquent que les situations d'opposition dégénèrent en conflit conventionnel ouvert du type guerre Iran-Irak, guerres israélo-arabes, guerre de l'Ogadden, etc. En revanche, les épisodes de tension militaire, d'imprécations martiales, de guérilla, « guerres » de libération, règlements de comptes, escarmouches confuses, conflits d'usure sont innombrables. Les enjeux économiques, financiers, humains et psychologiques dans la région sont, de plus, suffisamment importants pour que la gestion des oppositions passe très souvent par des voies obliques de pressions diplomatiques, économiques, financières, terroristes, s'exerçant sur des tiers plus ou moins intéressés et concernés, mais en tous cas suffisamment puissants pour être à même, bon gré mal gré, de venir prêter main forte à tel ou tel camp en vue de faire basculer les équilibres ou contribuer à dénouer les fils de situations bloquées.

Il n'existe pas, dans cette zone, d'appareil d'État comparable à ceux que nous connaissons. Même quand les élites locales ont intériorisé les principes de fonctionnement des modèles européens libéraux ou autoritaires, l'absence d'intégration, l'inadéquation des frontières, les structures économiques et sociales obsolètes rendent inopérant le concept d'État-Nation et les constructions institutionnelles, administratives et gestionnaires qui lui sont liées. Ni l'étude des textes légaux, ni celle des organismes de décision et de leur dynamique ne permet de tirer d'enseignement prévisionnel ou prospectif. Ce but ne peut être atteint que par une connaissance intime des leaders et de leurs processus de décision personnels qui sont fonction de leurs caractères propres, de leurs liens de clientèle et de parentèle, de leurs liens de suzeraineté et de vassalité, de leurs communautés ou divergences d'intérêts, de leurs liens d'obligations réciproques ou des manquements à ces liens. C'est en fonction de ces différents critères que, en cas de déséquilibre ou de blocage, les différents leaders de la zone rechercheront, hors de leur monde, les alliances et appuis utiles, ou exerceront les pressions obliques leur permettant d'atteindre un équilibre nouveau et, si possible, profitable.

Par rapport à cet ensemble de valeurs, la France conserve dans le monde arabe une place à part dans l'inconscient collectif. Une place où l'affectif domine encore avec ses excès et ses débordements. Certes, elle participe comme les autres aux rapports prédateurs et commercialisés avec les pays de la zone mais, porteuse de principes consacrés par l'Histoire, on la suppose capable de comprendre et transmettre le message de sociétés frustrées, complexées, incertaines de leurs propres valeurs. Ce n'est pas par hasard qu'elle est le lieu préférentiel d'expression des messages indirects, la cible privilégiée des avertissements terroristes. Après l'effacement relatif du bloc de l'Est, les États-Unis détiennent le quasi monopole de la puissance financière et militaire mais un passage par Paris fait partie du rituel immuable des démarches politiques arabes. Cette rente de situation est plus que jamais précieuse au moment où la vieille opposition Est-Ouest s'est effacée pour laisser place aux différents contentieux Nord-Sud. La puissance financière et culturelle mal maîtrisée du Moyen-Orient, les doutes identitaires, les déséquilibres spectaculaires en font le lieu géométrique de tous les dangers relayés par des diasporas et des émigrations fortement implantées au Nord.

La France n'a plus ni la vocation ni la puissance d'entrer au niveau régional dans des jeux de pouvoir qui ne feraient de toutes façons que reculer les échéances. Ballottée de « coups de sang » en « coups de cœur » au gré de sympathies, d'incompréhensions et d'exigences antagonistes, concurrencée par d'autres puissances moins encombrées du poids du passé et de considérations affectives, la politique étrangère française au Proche Orient et au Maghreb éprouve des difficultés à se déterminer par rapport aux données objectives de la région qu'elle connaît finalement si mal. Il est peut-être encore temps de sortir intelligemment des « Trente

Honteuses » pour essayer de rentabiliser une position de puissance moyenne, assez puissante pour aider, pas assez forte pour contraindre. Écrasé entre un passé prestigieux et des lendemains qui chantent, le Monde arabe n'a pas de présent. L'incantation, le rêve, le verbe y suppléent avec leur cortège d'autodestruction morose et mortifère. À mi chemin de l'Atlantique et de la Méditerranée, de l'Europe et du Monde Arabe, la France peut encore puiser dans ses propres valeurs, dans la formation de son passé culturel, dans son expérience de la région, dans sa capacité d'écoute pour proposer des schémas d'intégration et de réhabilitation à des sociétés en quête de dignité, pour favoriser l'évolution des schémas culturels locaux, participer à l'ouverture de sociétés agressivement crispées sur des systèmes de valeurs contestés.

Mais le temps presse et on est loin du compte. On s'en aperçoit en observant de plus en plus souvent qu'en situation de crise, nos interlocuteurs arabes commencent à privilégier un passage par Moscou plutôt que par Paris. Il nous faudra beaucoup de modestie, une profonde réhabilitation de l'expertise à laquelle notre haute administration généraliste répugne et surtout des « idées claires » à défaut d'être simples. Car c'est bien l'obstination des Occidentaux, États-Unis et France en tête, à soutenir et promouvoir partout pour des raisons mercantiles à courte vue les intérêts et les appétits des pétromonarques wahhabites qui condamne les peuples musulmans à devoir choisir partout entre dictatures prédatrices et théocraties imbéciles. L'avenir dira si les investissements massifs du Qatar et de l'Arabie dans nos économies en crise valaient cette complaisance à l'égard de la nouvelle barbarie islamiste qui ne fait que remplacer l'ancienne barbarie des dictateurs que nous avons - il faut tout de même le rappeler - encouragée et soutenue pendant tant d'années.

Alain Chouet
Ancien chef du Service de renseignement de sécurité de la DGSE
10 mai 2019